

La commission des comptes de l'agriculture de la Nation (CCAN)

La commission des comptes de l'agriculture de la Nation est placée auprès de la Commission économique de la Nation et a pour mission d'assurer l'analyse et la diffusion des comptes économiques décrivant la situation de l'agriculture et des agriculteurs dans l'économie nationale et internationale.

Elle examine toute question qui lui est soumise par le ministre chargé de l'économie ou par le ministre chargé de l'agriculture. Elle comprend des membres de l'administration, de la profession agricole et des experts qualifiés. Son président est une personnalité nommée conjointement par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé de l'agriculture. La présidence est actuellement assurée par Claude Chéreau, inspecteur général honoraire de l'agriculture. Le secrétariat de la Commission est assuré par le service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF).

Cette instance se réunit deux fois par an :

- la réunion de décembre est consacrée notamment à l'examen des résultats prévisionnels des comptes économiques de l'agriculture de l'année en cours et du RICA de l'année précédente ;
- la réunion de juin examine la version révisée, dite « provisoire » de ces comptes.

Les rapports sur les comptes sont élaborés et présentés à la Commission conjointement par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Des rapports complémentaires sur les concours publics à l'agriculture et le compte social de l'agriculture sont présentés par les bureaux compétents du Secrétariat général du MAAF. Outre les comptes annuels de l'agriculture, la CCAN examine également des dossiers de fond sur des sujets d'actualité.

CHAPITRE I

Le compte prévisionnel de l'agriculture française pour 2012 ⁽¹⁾

(Estimation au 16 novembre 2012)

Avertissement	4
Résumé	5
Définitions	6
I - La production	9
1 - La production hors subventions	9
2 - Les subventions sur les produits	11
3 - La production au prix de base	12
II - La production par familles de produits	13
1 - Les céréales	13
2 - Les plantes industrielles	15
3 - Les fruits et légumes	17
4 - Les vins	19
5 - Le bétail	20
6 - Les produits avicoles	22
7 - Les autres produits animaux	23
III - Les consommations intermédiaires	24
IV - La valeur ajoutée	27
V - Le résultat agricole	28
VI - Le revenu d'entreprise agricole	30
Annexe - Le compte de l'agriculture en 2011	33

(1) Présenté par Marie-Hélène BLONDE, rapporteur de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation, ce rapport a été préparé à la division Agriculture de l'INSEE par Marie-Hélène BLONDE, Claire LESDOS et Alexandre BERNAUDEAU.

AVERTISSEMENT

A la demande de la Commission européenne, Eurostat publie au mois de décembre de chaque année un compte prévisionnel de la branche Agriculture pour l'ensemble de l'Union européenne. Comme chaque État membre, la France est donc amenée à établir un compte prévisionnel. Afin qu'il soit analysé avec les experts concernés préalablement à sa publication dans un cadre européen, le compte français est présenté en France à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation de décembre. Son établissement est rendu possible par un suivi statistique agricole développé de longue date, ainsi que par l'existence de nombreux organismes intervenant dans la mise en œuvre de la politique agricole.

Le compte prévisionnel de l'agriculture pour 2012 présenté dans ce document a été établi sur la base de données et d'informations disponibles au 16 novembre 2012.

Comme les années précédentes, il convient de souligner le caractère prévisionnel de l'ensemble de ces évaluations.

En particulier, les prévisions de prix concernant les récoltes 2012 reposent sur une estimation de la campagne de commercialisation qui se poursuit par exemple jusqu'en juin ou juillet 2013 pour les grandes cultures, au-delà pour les vins.

De même, les informations relatives aux consommations intermédiaires et à l'évolution du volume de l'emploi agricole sont à cette date incomplètes.

RÉSUMÉ

Selon les comptes prévisionnels de l'agriculture établis pour l'année 2012, la **production agricole** hors subventions baisserait en volume (-3,3 %) mais augmenterait en valeur (+ 5,1 %). Cette évolution résulte de mouvements de volumes et de prix de sens et d'ampleur différents selon les produits.

En volume, le recul des **productions végétales** (-4,0 %) touche essentiellement les protéagineux, le vin, les pommes de terre et les fruits qui ont connu soit une réduction des surfaces cultivées, soit des aléas climatiques. En revanche, les récoltes de céréales à paille ont bénéficié à la fois d'une augmentation des surfaces et des rendements. Après une année de stabilité, la plupart des prix s'envolent en 2012. Seuls les prix du blé dur, des betteraves et de certaines plantes industrielles reculent. Au total, leur croissance s'établit à + 11,2 %.

Les **productions animales** fléchissent également en volume (-2,7 %). Toutes les catégories sont concernées à l'exception de la production laitière qui reste stable. L'augmentation des prix est très forte pour les œufs, les gros bovins et les porcins tandis que le prix du lait diminue. Pour l'ensemble, la hausse atteint + 5,5 %.

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agriculture augmente encore de 4,1 % en 2012, après + 8,5 % en 2011. Les prix de l'énergie, des engrais et, dans une moindre proportion, des aliments pour animaux s'envolent et tirent le coût des consommations intermédiaires à la hausse (+ 5,2 %). Celles-ci fléchissent (-1 %) en volume à cause de la consommation d'engrais qui baisse de 14,5 %.

Depuis la mise en place en 2010 de la nouvelle réforme de la PAC, l'importance des **subventions** sur les produits est limitée. Les subventions d'exploitation, qui constituent désormais près de 90 % des aides directes à l'agriculture, diminuent de 5 % en 2012.

Selon les données prévisionnelles 2012, la conjonction d'une production au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits, en hausse de 4,9 % et de consommations intermédiaires croissant moins vite conduirait à une augmentation (+ 4 %) du **résultat net de la branche agricole (RAN)**. L'emploi diminuant tendanciellement (-2,2 %), la croissance du résultat agricole net par actif serait de 6 %. Compte tenu de la hausse du prix du PIB attendue (+ 1,7 %), le résultat agricole net par actif en termes réels croîtrait de plus de 4 % en 2012. Cette troisième année de croissance place l'indicateur plus de 6 % au-dessus du haut niveau atteint en 2007.

Comme toujours, il apparaît des **divergences** entre les performances des différentes activités agricoles en fonction des évolutions respectives de leurs productions et de leurs intrants.

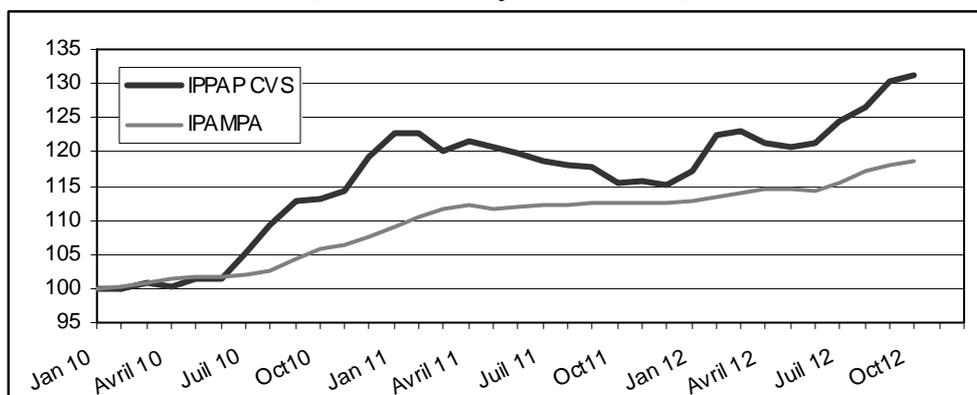
Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.
- La production de la branche agriculture est valorisée au prix de base. Le **prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.
- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation**. Les premières ne comprennent plus guère que la prime à la vache allaitante. Les subventions d'exploitation regroupent notamment le paiement unique, les aides agro-environnementales, les aides pour calamités agricoles... Elles se substituent de plus en plus largement aux premières.
- La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. La **valeur ajoutée nette** est égale à la valeur ajoutée brute diminuée de la consommation de capital fixe.
- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital. Notion voisine de l'amortissement, elle en diffère par le fait que les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques (et non fiscales) et que les actifs sont évalués à leur coût de remplacement (et non au coût historique utilisé en comptabilité privée). La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.
- Deux indicateurs de revenu de la branche agriculture sont définis à partir des soldes comptables :
 - le résultat net de la branche agricole ou "**résultat agricole net**" (**RAN**) ou "**valeur ajoutée nette au coût des facteurs**" est égal à la valeur ajoutée nette de la consommation de capital fixe + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production (dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat net de la branche agricole - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - Les évolutions mesurées en **termes réels** correspondent aux évolutions à prix courants déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut.

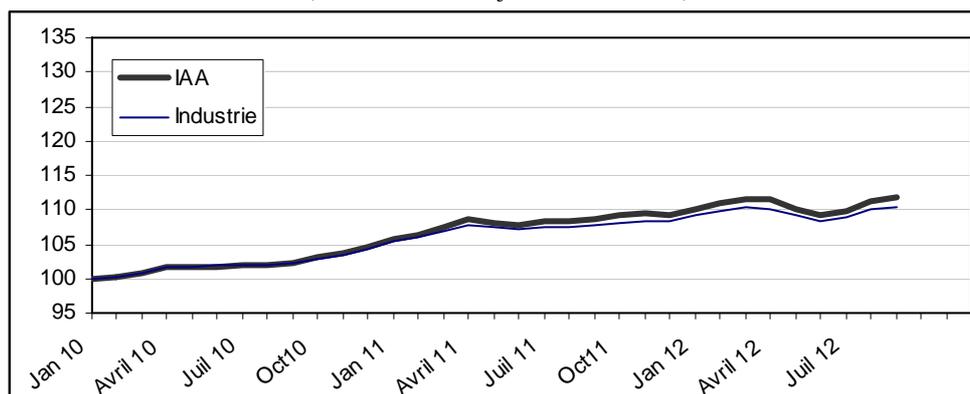
Graphiques conjoncturels

Graphique C.1 - Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) et indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (IPAMPA)
(indices mensuels - janvier 2010 = 100)



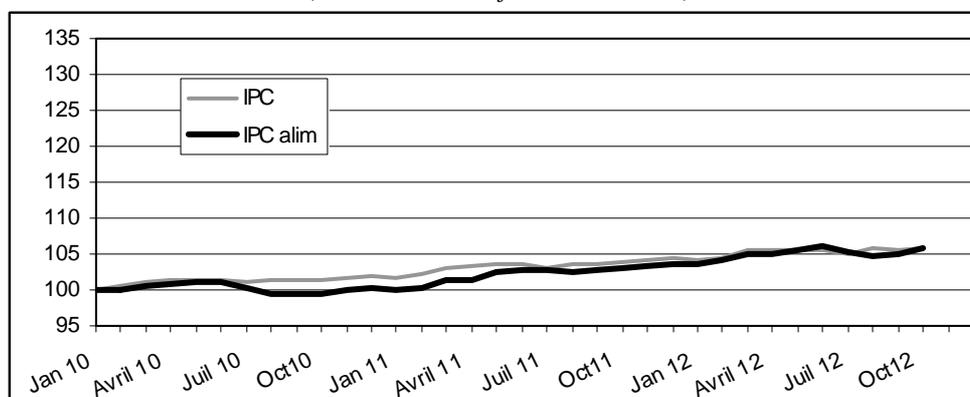
Source : Insee

Graphique C.2 - Indice des prix de production de l'industrie française
Ensemble de l'industrie et IAA - marché français
(indices mensuels - janvier 2010 = 100)



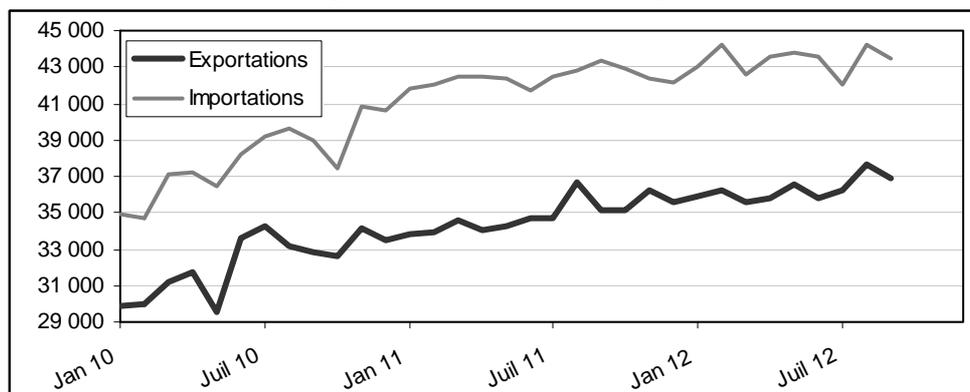
Source : Insee

Graphique C.3 - Indice de prix à la consommation
Ensemble des ménages. Tous produits et produits alimentaires hors boissons et tabac
(indices mensuels - janvier 2010 = 100)



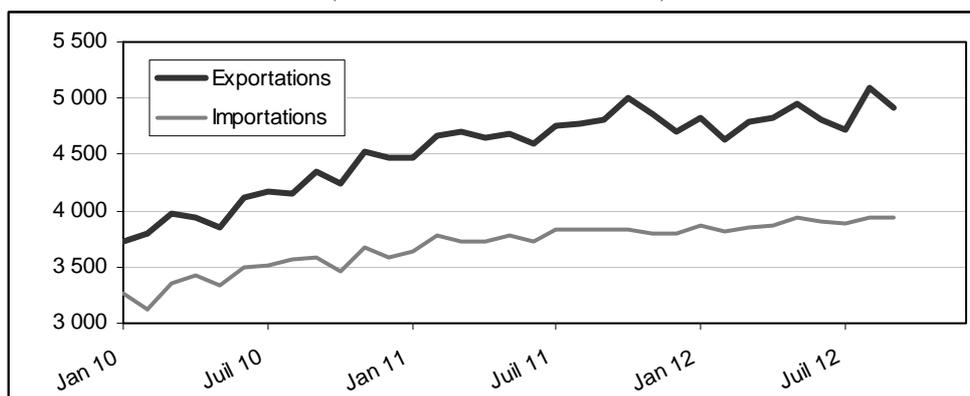
Source : Insee

Graphique C-4
Commerce extérieur - Ensemble (hors matériel militaire)
 Importations CAF-Exportations FAB
 (en millions d'euros CVS-CJO)



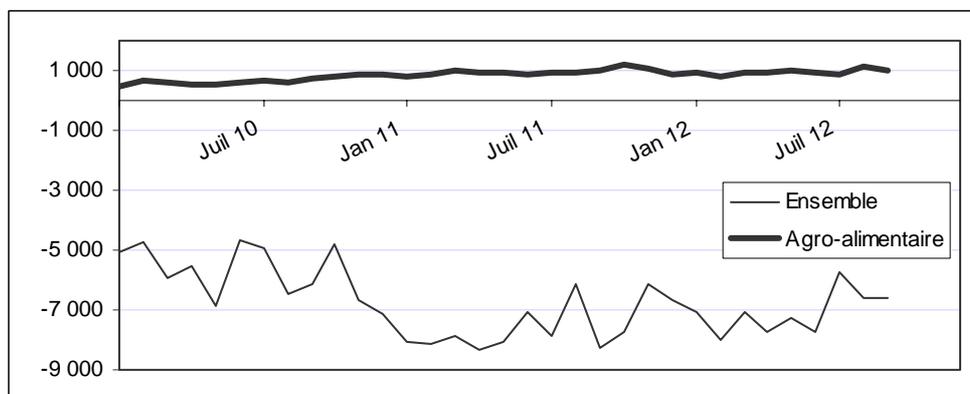
Source : Douanes

Graphique C-5
Commerce extérieur - Produits agroalimentaires
 Importations CAF-Exportations FAB
 (en millions d'euros CVS-CJO)



Source : Douanes

Graphique C-6
Solde CAF-FAB du commerce extérieur
Ensemble (hors matériel militaire) et produits **agroalimentaires**
 (en millions d'euros CVS-CJO)



Source : Douanes

I. La production

1. La production hors subventions

La production de la branche agriculture hors subventions

	<i>Valeur 2012</i>	<i>Indices 2012/2011 (en %)</i>		
	<i>(en millions d'€)</i>	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Production hors subventions	75 019,2	- 3,3	+ 8,6	+ 5,1
dont : productions végétales	45 080,5	- 4,0	+ 11,2	+ 6,8
productions animales	26 087,9	- 2,7	+ 5,5	+ 2,7

Source : Insee

Le **volume** de la production agricole diminue en 2012 (-3,3 %). Les productions végétales décroissent plus sensiblement que les productions animales.

Ce sont surtout les productions de vins, de protéagineux, de pommes de terre et de fruits qui se replient. Les récoltes de protéagineux se réduisent sous l'effet de la baisse des surfaces. Les productions de vins, de pommes de terre et de fruits ont pâti des conditions climatiques difficiles. Les récoltes d'oléagineux, de maïs et de betteraves diminuent après une hausse en 2011. En revanche, les récoltes de céréales à paille augmentent sous l'effet d'une hausse conjuguée des surfaces et des rendements. Les productions animales décroissent pour toutes les catégories, et surtout pour les bovins et les ovins. La collecte laitière reste stable.

Les prix hors subventions augmentent globalement (+ 8,6 % par rapport à 2011). La hausse est très importante pour les productions végétales alors qu'elle est plus modérée pour les productions animales. Les cours des céréales, des oléagineux et des protéagineux s'envolent en 2012, après une stabilité en 2011. Les prix des pommes de terre flambent de façon spectaculaire, après une chute en 2011. Les prix des fruits et légumes se redressent fortement. Les prix des vins continuent à s'apprécier. Pour les productions animales, les prix s'accroissent surtout pour les gros bovins et les porcins. Ils flambent pour les œufs en lien avec le recul de la production, très marqué en 2011, qui s'est poursuivi en 2012. En revanche, le prix du lait diminue.

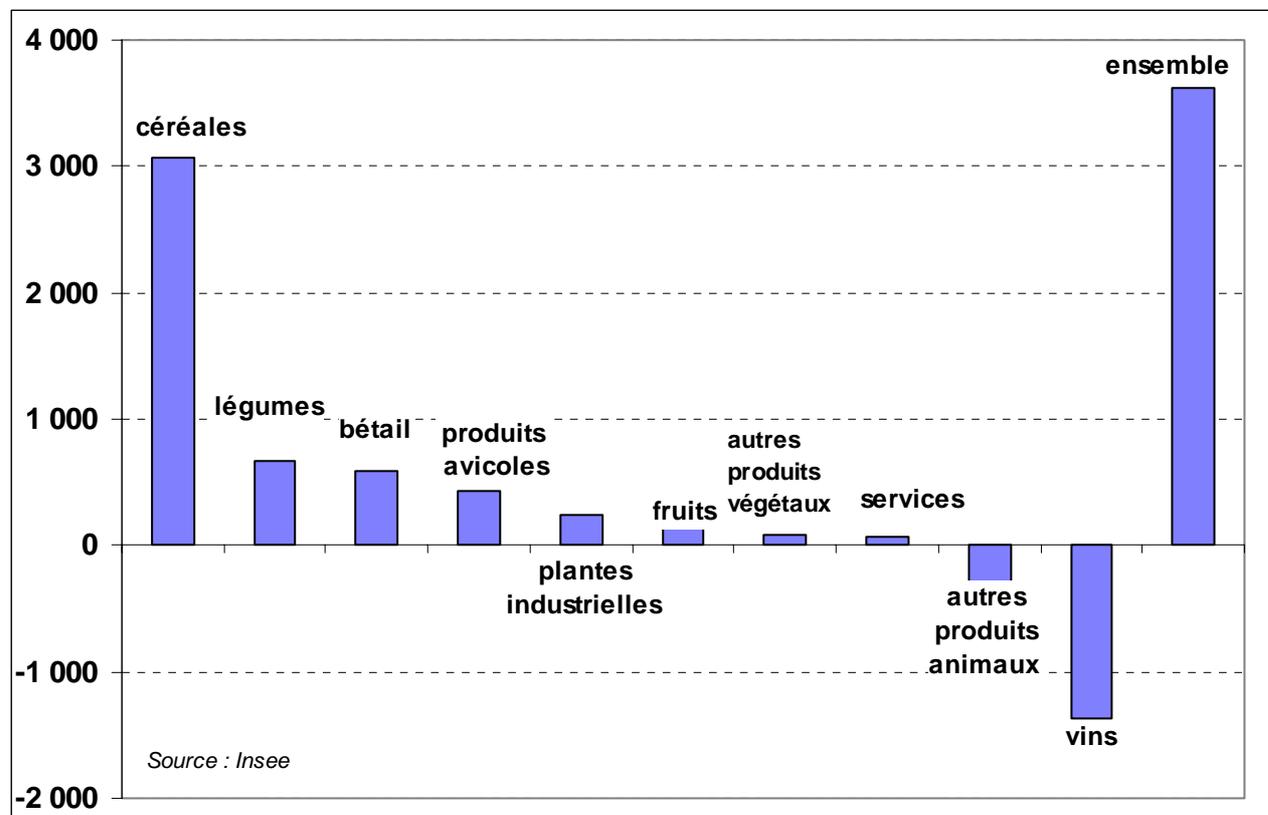
La valeur de la production hors subventions s'accroît (+ 5,1 %) sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes et d'une hausse sensible des prix. La hausse des prix est principalement due à l'accroissement des cours des grandes cultures, des bovins, des porcins et des œufs.

Graphique 1

Variation entre 2011 et 2012

de la valeur de la production agricole hors subventions

En millions d'euros



Céréales (16,5 %) : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales

Légumes (6,0 %) : légumes frais, pommes de terre

Bétail (15,3 %) : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins

Produits avicoles (6,5 %) : volailles, oeufs

Plantes industrielles (6,6 %) : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles

Fruits (3,9 %) : fruits frais

Autres produits végétaux (10,8 %) : plantes fourragères (maïs fourrage, autres fourrages), plantes et fleurs

Services (5,3 %) : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Autres produits animaux (13,8 %) : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage

Vins (15,3 %) : vins d'appellation d'origine, autres vins

Les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe de produits sa part en valeur dans l'ensemble de la production agricole de 2011.

2. Les subventions sur les produits

En millions d'euros

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Subventions*						
sur les productions végétales	1 389,5	1 441,7	1 396,7	380,0	346,2	268,3
sur les productions animales	1 119,9	1 134,7	1 103,4	834,5	789,8	775,0
Total	2 509,4	2 576,4	2 500,1	1 214,5	1 136,0	1 043,3

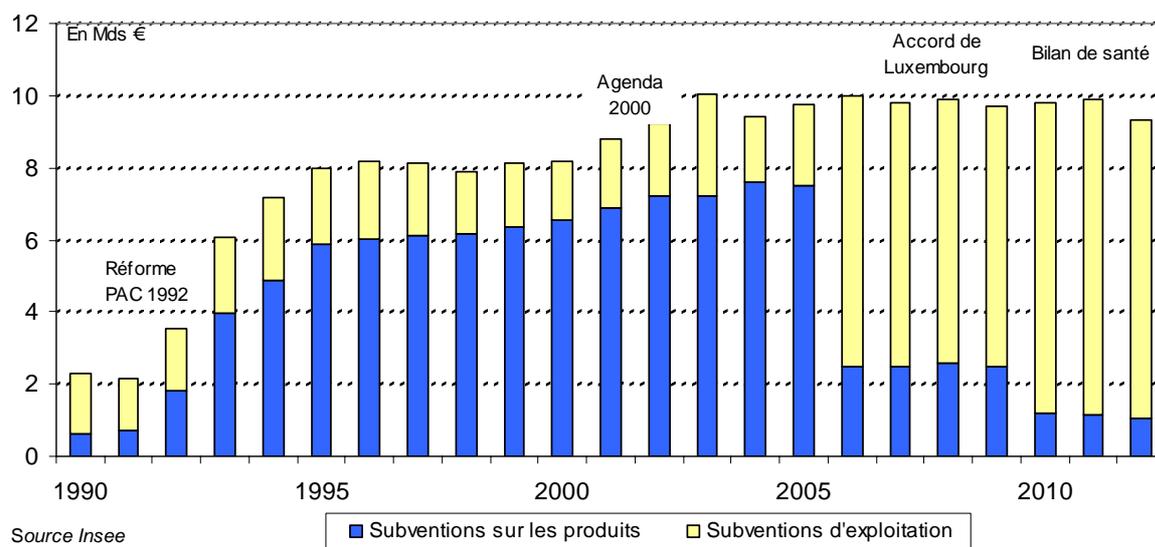
* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Depuis la mise en œuvre du **Bilan de santé de la PAC** en 2010, les subventions d'exploitation se sont largement substituées aux aides directes aux productions (voir page 26). Désormais, la subvention la plus importante de cette catégorie est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui reste couplée à 75 %.

L'année 2012 s'inscrit dans ce contexte. Globalement les subventions sur les produits baissent encore de 8,2 %. L'essentiel de la réduction porte sur les productions végétales (-22,5 %), et plus particulièrement les fruits.

Graphique 2 Évolution des subventions à l'agriculture



3. La production au prix de base

	<i>Valeur 2012</i> <i>(en millions d'€)</i>	<i>Évolution 2012/2011 (en %)</i>		
		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Production hors subventions	75 019	- 3,3	+ 8,6	+ 5,1
Subventions sur les produits*	1 043	- 6,4	- 1,8	- 8,2
Production au prix de base	76 062	- 3,3	+ 8,5	+ 4,9

*Par convention, l'indice de volume d'une subvention est égal à l'indice de volume de la production concernée, au niveau le plus fin possible de la nomenclature de produits. Dans le partage volume-prix des subventions, **l'indice de prix est donc déduit et ne correspond pas à l'évolution des barèmes (exprimés en €/ha ou en €/tête de bétail).**

Source : Insee

Dans les comptes, la production de la branche est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts sur les produits qu'il reverse. Compte tenu du faible poids atteint par les subventions sur les produits, l'évolution de la production au prix de base est désormais très proche de celle de la production hors subventions en valeur comme en volume.

II. La production par familles de produits

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	+ 7,3	+ 17,5	+ 26,0
dont : blé tendre (53,0 %)*	+ 6,0	+ 20,0	+ 27,2
maïs (24,8 %)*	- 3,0	+ 20,0	+ 16,4
orge (12,9 %)*	+ 27,0	+ 15,0	+ 46,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2011. Les subventions ont presque totalement disparu dès 2010.

La valeur de la production de céréales augmente nettement en 2012 (+ 26,0 %). En effet, le volume de l'ensemble des céréales se redresse après deux années de repli et surtout les prix flambent.

Le **volume** de l'ensemble des céréales progresse de 7,3 % en 2012 par rapport à 2011 sous l'effet d'une hausse conjuguée des surfaces et des rendements. Il devient supérieur au niveau moyen des cinq dernières années. La production de céréales à paille, dont les rendements ont été favorisés par le climat humide du printemps, augmente tandis que la récolte de maïs diminue. Pour le blé tendre, la production s'accroît de 6 % malgré une légère baisse des surfaces due au gel de février ; en effet, les rendements se sont améliorés. Après une chute en 2011, la récolte de blé dur progresse de 17 % en raison d'un redressement conjugué des superficies et des rendements. Pour l'orge, la production augmente très fortement (+ 27 %), après un recul important en 2010 et 2011. Elle atteint un niveau record en raison d'une progression simultanée des rendements et des surfaces : le gel des cultures d'hiver a entraîné un report très important de ces surfaces vers l'orge de printemps. Elle devient supérieure de 6 % à la moyenne quinquennale. En revanche, la récolte de maïs est en repli malgré la hausse des superficies ; les rendements, pénalisés par la sécheresse du mois d'août, diminuent

nettement par rapport à leurs niveaux records de 2011. Elle reste toutefois supérieure à la moyenne quinquennale.

Le **prix** de la production de céréales s'envole en 2012, après s'être stabilisé en 2011 sur les niveaux déjà élevés de 2010. Les stocks mondiaux de céréales attendus pour la fin de campagne sont estimés en baisse sensible par rapport à ceux de la campagne précédente. La production mondiale est en recul. Les rendements sont peu élevés aux États-Unis et autour de la Mer Noire en raison d'une longue période de sécheresse, mais aussi en Europe. De plus, l'état des cultures est inquiétant pour les récoltes à venir en Australie et en Argentine, respectivement à cause d'une sécheresse et de pluies trop abondantes. En France et au Royaume-Uni, les semis d'hiver sont en retard, ce qui provoque des tensions supplémentaires sur le marché.

Cette modicité de l'offre fait face à un marché mondial très demandeur. Les cours des céréales ont bondi entre juin et juillet, puis en août ; ensuite, ils se sont maintenus à des niveaux élevés. En novembre, ils s'apprécient encore en raison de la décision de l'Ukraine d'établir un embargo sur ses exportations de blé. Malgré la bonne récolte française, le prix du blé tendre s'accroît de 20 % dans ce contexte de repli de la production mondiale. Le prix du maïs se redresse aussi de 20 %, après une baisse sensible en 2011. En effet, la récolte française se replie ; de plus, les stocks mondiaux sont faibles et les fortes pluies en Argentine et au Brésil pénalisent la production. Le prix de l'orge augmente de 15 %, malgré l'abondance de la récolte, en raison d'une bonne demande en alimentation animale, de l'absence des origines russe et ukrainienne dont la production s'est fortement repliée et du recul des stocks d'orge brassicole de bonne qualité sur le nord de l'Europe. En revanche, les cours du blé dur diminuent en raison d'une hausse de la production.

Les aides à la surface pour les grandes cultures ont disparu en 2010 suite au bilan de santé de la Pac.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 2,3	+ 7,5	+ 5,0
dont : oléagineux (65,4 %)*	- 3,0	+ 12,0	+ 8,6
protéagineux (4,4 %)*	- 17,0	+ 20,0	- 0,4
betteraves industrielles (21,4 %)*	- 4,0	- 3,0	- 6,9
Subventions sur les produits	ns	ns	ns
Ensemble au prix de base	- 2,1	+ 6,8	+ 4,6

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2011.

La valeur de la production d'**oléagineux** s'accroît de 8,6 % en raison de la hausse des prix. Le volume diminue de 3 % par rapport à 2011 sous l'effet d'une légère baisse conjointe des surfaces et des rendements, il reste cependant supérieur de 6 % à la moyenne quinquennale. Pour le colza, la récolte continue à progresser en raison d'une hausse des surfaces. En revanche, pour le tournesol, la production chute (-14 %), après une hausse en 2011, et devient inférieure à la moyenne quinquennale.

Les cours des oléagineux montent en 2012 dans un contexte mondial tendu ; en effet, la demande mondiale, et en particulier chinoise, est importante. Partis d'un niveau très élevé en début de campagne en lien avec la sécheresse qui a frappé les cultures de soja aux États-Unis, les cours fléchissent ensuite à l'instar des prix du pétrole et des graines américaines dont la récolte est meilleure que prévue, tout en restant soutenus ; le ralentissement s'explique aussi par la pression des stocks élevés d'huile de palme en Malaisie. Les cours français suivent la tendance des cours mondiaux du soja, mais ils dépendent aussi des bilans européens. En France, le prix du colza continue à augmenter (+ 10 %) malgré le bon niveau de la production et celui du tournesol se redresse de 18 % en lien avec la chute de la récolte. Les aides pour les oléagineux ont disparu en 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** décroît de 0,4 % en 2012, la hausse des prix ne compensant pas totalement la nouvelle chute des quantités. Les récoltes diminuent de 17 % et deviennent inférieures de 18 % à la moyenne quinquennale malgré l'amélioration des rendements qui se redressent pour les pois, après une nette baisse en 2011, et qui continuent à progresser pour les féveroles ; en effet, les surfaces continuent à décliner, après le rebond en 2010 lié à l'aide européenne en leur faveur.

Les prix des protéagineux augmentent de 20 % dans le sillage du blé et des tourteaux de soja auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale.

Les subventions ont diminué en lien avec la baisse de production (-26,8 %). Au prix de base, la valeur de la production décroît de 6 %.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît de 6,9 %, après une très nette hausse en 2011. Les tonnages récoltés sont en recul en 2012, après avoir atteint des niveaux records en 2011 ; en effet, les superficies diminuent légèrement et les rendements reculent fortement, pénalisés par le climat défavorable du printemps et les pluies abondantes d'octobre. Les surfaces de betteraves sucrières s'accroissent tandis que celles des autres betteraves sont en repli. La richesse en sucre est en progression grâce à un bon ensoleillement en septembre ; toutefois, les pluies d'octobre risquent de pénaliser la richesse en sucre des betteraves récoltées à cette période. Le volume produit diminue ainsi de 4 %. Les prix des betteraves s'infléchissent en lien avec la baisse des cours mondiaux du sucre ; en effet, un excédent mondial de production est attendu pour 2012-2013 alors que la demande mondiale est en baisse. Au total, le prix décroît de 3 % en 2012.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 7,5	+ 21,0	+ 12,0
dont : fruits (39,8 %)*	- 10,0	+ 18,0	+ 6,2
légumes (40,8 %)*	- 1,0	+ 12,0	+ 10,9
pommes de terre (19,4 %)*	- 16,0	+ 50,0	+ 26,0
Subventions sur les produits	- 10,1	- 20,8	- 28,8
Ensemble au prix de base	- 7,6	+ 20,0	+ 10,9

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2011.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** s'accroît de 6,2 % en 2012, après une baisse en 2011, en raison du net redressement des prix. Pour les fruits d'été, les cours sont très soutenus, hormis pour l'abricot dont la production augmente en France comme en Europe. La campagne des fraises est très favorable avec des quantités et des prix en hausse. Pour les pêches, la récolte est en recul sensible, mais les prix se redressent nettement grâce à une bonne demande activée par la canicule du mois d'août. En revanche, pour les cerises, la chute de production (-38 %) due aux intempéries de mai-juin, qui ont provoqué l'éclatement des fruits, n'est pas entièrement compensée par la hausse des prix. Pour les poires et les pommes, la production chute à cause du gel au printemps et l'offre réduite entraîne un fort redressement des prix, surtout pour les pommes (+ 53 %) en raison d'une demande active, notamment à l'exportation. La valeur de la production de fruits au prix de base augmente de 4,7 %.

La valeur de la production de **légumes** s'accroît de 10,9 % en raison du redressement des prix après une chute en 2011. La situation s'est redressée pour les légumes d'été, après une campagne 2011 très marquée par la crise liée à la bactérie E.Coli, notamment pour le concombre et la tomate. Des prix élevés compensent un niveau de production limité par les difficultés climatiques et le repli des superficies. La production de concombres est plus abondante qu'en 2011 malgré la réduction des surfaces ; les prix se redressent par rapport aux très bas niveaux de 2011. Pour les tomates, les prix se redressent également en raison d'une concurrence limitée des produits importés et d'une réduction de la récolte due au développement de maladies dans les cultures sous serres. Pour les choux-fleurs et les salades, la production est quasi stable et les prix se redressent nettement après deux années difficiles. Pour les carottes, la situation continue à être satisfaisante avec une progression des récoltes et des prix en hausse : la pression des produits espagnols et portugais est faible. En revanche, pour les courgettes, la campagne est très difficile : la production diminue en lien avec une réduction des surfaces en plein air, mais la demande a été très faible cet été et les prix baissent par rapport aux prix soutenus de 2011.

La récolte de **pommes de terre** de conservation chute de 18 % en 2012 par rapport à celle de 2011, année de très forte production. Elle devient inférieure à la production moyenne des cinq dernières années. Les surfaces restent stables, mais les rendements diminuent nettement, pénalisés par les conditions climatiques ; en effet, la pluviométrie a été trop faible en août et septembre, puis les fortes pluies d'octobre et début novembre dans le Nord-Pas-de-Calais ont provoqué des inondations et perturbé les récoltes. Après une chute en 2011, les prix s'envolent en 2012 (+ 60 %) en raison d'une offre réduite en France et aussi en Europe face à une demande en hausse ; en effet, les achats des ménages augmentent sensiblement. La campagne de pommes de terre primeur est à nouveau satisfaisante avec des prix encore en hausse. Globalement, le volume de la production de pommes de terre décroît de 16 %. Le prix, après une baisse de 25,1 % en 2011, se redresse très fortement (+ 50 %), ce qui entraîne une hausse de la valeur de la production de 26 %.

L'aide compensatrice à la féculé disparaît.

4. Les vins

Évolution 2012/2011 de la production

En %

		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	(100,0 %)*	- 17,2	+ 5,6	- 12,6
Vins d'appellation d'origine	(79,1 %)	- 17,3	+ 5,7	- 12,6
Vins de champagne**	(27,1 %)	- 27,6	+ 2,6	- 25,7
autres vins d'appellation	(52,0 %)	- 12,0	+ 7,0	- 5,8
Autres vins	(20,9 %)	- 16,6	+ 5,1	- 12,4
Vins pour eaux de vie AOC	(7,8 %)	- 1,0	+ 9,0	+ 7,9
autres vins de distillation	(0,1 %)	- 26,0	0,0	- 26,0
Vins de table et de pays	(13,0 %)	- 26,0	+ 2,0	- 24,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2011.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** décroît nettement en 2012 sous l'effet de la chute des volumes produits.

Le **volume** de production diminue très fortement en 2012 (-17,2 %). En effet, la vendange 2012 est en net recul par rapport à celle de 2011, abondante après quatre années de faibles récoltes ; elle est même historiquement basse. La production décroît pour toutes les catégories de vins. Les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables avec des gelées en février, des pluies abondantes au printemps qui ont perturbé la floraison, puis des orages de grêle et la canicule du mois d'août.

Le **prix** de la production des vins continue sur une tendance à la hausse qui s'accélère en 2012 (+ 5,6 %) dans un contexte de baisse des disponibilités. Les stocks à la production du début de campagne sont supérieurs à ceux, très bas, des deux dernières campagnes ; cela compense, pour une petite part, la faiblesse de la récolte. De plus, la production mondiale de vin serait en recul sous l'effet conjugué des conditions climatiques défavorables en Europe et de la baisse importante des superficies des vignobles européen et australien. En France, les vins de table et de pays continuent à s'apprécier ainsi que le champagne ; la hausse des prix des autres vins d'appellation s'accélère en 2012. La reprise des exportations initiée en 2010 se poursuit : elles progressent surtout vers les pays tiers, notamment les États-Unis et l'Asie.

5. Le bétail

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 5,4	+ 11,5	+ 5,4
dont : gros bovins (51,3 %)*	- 6,0	+ 15,0	+ 8,1
veaux (13,1 %)*	- 6,0	+ 2,0	- 4,1
porcins (29,0 %)*	- 4,0	+ 11,0	+ 6,6
ovins-caprins (6,0 %)*	- 7,0	+ 5,0	- 3,4
Subventions sur les produits	- 6,1	+ 4,6	- 1,8
Ensemble au prix de base	- 5,5	+ 11,0	+ 4,9

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2011. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** continue à progresser en 2012 (+ 8,1 %).

Le volume de la production de gros bovins baisse sensiblement. Les abattages se réduisent en 2012, en particulier pour les taurillons et les bœufs, en raison d'une baisse des disponibilités dans les élevages, après une forte hausse en 2011. Les exportations de bovins mâles vivants et de viande bovine se replient également.

L'accroissement des cours des gros bovins s'accélère en 2012 en raison d'une offre insuffisante par rapport à la demande. Les prix s'envolent, tirés par le tassement de l'offre, française comme européenne, et une demande dynamique des pays tiers, notamment de la Turquie.

Les aides sur la production se réduisent légèrement pour les bovins en lien avec la baisse de production. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 7,1 %.

La production des **veaux** de boucherie baisse de 4,1 % en valeur. Les abattages se replient sensiblement et les exportations chutent. Le volume de production poursuit donc son recul (-6 %). Le prix des veaux continue à augmenter en 2012 (+ 2 %), mais de façon moins importante qu'en 2011, l'offre restant adaptée à la demande.

La prime à l'abattage des veaux a disparu en 2010.

La valeur de la production de **porcins** continue à se redresser en 2012 (+ 6,6 %) en raison de la forte hausse des prix. Le volume de production diminue (- 4 %) dans un contexte de plafonnement de l'offre européenne. Ce recul est dû aussi au ralentissement ou à la cessation d'activité d'éleveurs de porcs suite à la directive de mise aux normes des bâtiments prévue pour le 1^{er} janvier 2013. Les abattages sont en baisse. Les exportations de viande porcine vers

les pays tiers se replient par rapport au niveau élevé de 2011. Le prix du porc continue à se redresser fortement (+ 11 %), soutenu par la modestie de l'offre et une bonne demande intérieure.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** diminue en 2012 (- 3,4 %) en raison de la baisse du volume. Le volume de production décroît de 7 % par rapport à 2011. Les abattages se replient pour les agneaux comme pour les ovins de réforme, après un accroissement en 2011 dû à la sécheresse. Le solde commercial d'animaux vivants devient déficitaire, en particulier avec l'Espagne. Le prix à la production continue à s'accroître en raison de la faiblesse de l'offre, même si la demande reste peu dynamique. Les subventions se réduisent légèrement en lien avec la baisse de production. La valeur de la production au prix de base diminue de 2,3 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 5,4 %) sous l'effet de la hausse des prix. Les subventions sur les produits se réduisent de 1,8 % et la valeur de la production de bétail au prix de base s'accroît de 4,9 % après un redressement en 2011.

6. Les produits avicoles

Évolution 2012/2011 de la production

En %

		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble		- 1,2	+ 10,6	+ 9,2
dont : volailles	(76,9 %)*	- 1,0	+ 1,0	0,0
oeufs	(23,1 %)*	- 2,0	+ 43,0	+ 40,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2011.

Pour les **volailles**, la valeur de la production reste stable, après une forte hausse en 2011. Le volume de production se replie très légèrement. Les abattages de canards sont quasi stables. La production de poulets est en recul, après une tendance à la hausse sur cinq ans. En revanche, après un déclin continu au cours des années précédentes, les abattages de dindes reprennent en 2012. Les exportations de poulets diminuent, surtout vers l'Arabie Saoudite, après le dynamisme de 2011. Les prix s'accroissent très modérément, après un fort redressement en 2011. Cette hausse sur deux ans ne compense toutefois pas l'envolée du prix des aliments pour volailles.

Pour les **oeufs**, la valeur de la production se redresse très fortement (+ 40,1 %) en raison d'une flambée des prix. Le volume de production est en légère baisse en 2012. Il avait nettement reculé en 2011 pendant les travaux de mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses applicable au 1^{er} janvier 2012. Le recul s'est poursuivi au premier semestre 2012. En revanche, la production a repris au deuxième semestre et retrouve, en fin d'année, des niveaux proches de la fin 2010. La consommation reste sur une tendance à la hausse depuis quatre ans. La nouvelle réduction de l'offre entraîne une envolée des prix qui a débuté mi-2011, s'est amplifiée début 2012 pour atteindre un niveau record en mars ; les prix ont ensuite fléchi et se sont stabilisés à des niveaux élevés au deuxième semestre en lien avec une progression des mises en place de poulettes de ponte.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	- 0,3	- 3,1	- 3,4
dont :			
lait et produits laitiers** (93,2 %)*	0,0	- 3,5	- 3,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2011.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

La valeur de la production des autres produits animaux diminue sensiblement (-3,4 %) sous l'effet de la baisse des prix.

La collecte laitière reste stable par rapport à celle de l'année précédente. En 2011, elle avait beaucoup progressé dans un contexte de hausse du prix du lait. Au premier semestre 2012, elle a continué à augmenter, puis elle a diminué à partir de juillet sous l'effet conjugué de la baisse des prix et de la flambée du prix des aliments utilisés pour accroître les rendements. La collecte de lait de brebis est en baisse ; pour celle de lait de chèvre, le repli est plus important, les transformateurs ayant réduit la collecte après trois années de surproduction. Globalement, le volume de production reste stable.

Le prix à la production du lait de vache diminue. Il est devenu inférieur au prix de 2011 à partir d'avril et la décroissance s'est ensuite accentuée en raison de la baisse des prix des produits laitiers industriels (poudres de lait, beurre...) durant le premier semestre. En revanche, les prix du lait de chèvre et de brebis sont quasi-stables. Ainsi, le prix de la production du lait se réduit de 3,5 % en 2012.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers décroît de 3,5 %.

II. Les consommations intermédiaires

Évolution 2012/2011

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble des consommations intermédiaires (100 %)	- 1,0	+ 5,2	+ 4,1
hors aliments intraconsommés (84,9 %)	- 1,3	+ 5,4	+ 4,1
dont : énergie et lubrifiants (9,9 %)	+ 0,5	+ 13,0	+ 13,6
engrais et amendements (10,2 %)	- 14,5	+ 14,5	- 2,1
produits de protection des cultures (6,7 %)	+ 5,0	+ 0,5	+ 5,5
aliments pour animaux * (19,4 %)	+ 1,0	+ 6,0	+ 7,1

* Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intra consommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2012.

Source : Insee

Reparties à la hausse en 2011, les consommations intermédiaires de la branche agriculture croissent encore de 4,1 % en valeur en 2012. Cette évolution est liée à une progression du prix moyen de l'ensemble des consommations intermédiaires de 5,2 %, le volume diminuant de 1 %.

Les hausses des dépenses consacrées aux postes énergie et lubrifiants et aliments pour animaux achetés hors branche agricole représentent respectivement 27 % et 30 % de l'alourdissement global des charges.

Les dépenses en **aliments pour animaux** achetés en dehors de la branche agricole augmentent de 7,1 % en 2012, après une progression très soutenue (+ 15,2 %) en 2011. Cette croissance provient essentiellement de l'évolution des prix, les quantités consommées étant à peine supérieures à celles de l'année précédente.

Les aliments composés représentent 90 % de ces dépenses. À partir du début de l'année 2012, les cours des matières premières (céréales, tourteaux) entrant dans leur composition se sont envolés. Ces fluctuations se sont répercutées, mais de façon atténuée, sur les prix d'achat des aliments. En particulier, celui des aliments pour bovins croît de 8 % et ceux des aliments pour porcins et volailles de près de 5 %.

Les quantités achetées d'aliments pour bovins sont en hausse de 3,3 %. Celles d'aliments pour l'allaitement progressent de 6 % après une baisse de 7 % en 2011. Les volumes d'aliments pour porcins et volailles restent relativement stables.

Hors aliments composés, la facture d'alimentation est également alourdie par les tourteaux dont le prix progresse de 25,4 %, les quantités utilisées étant en léger repli.

La charge en **produits de protection des cultures** s'accroît de 5,5 %, après une légère hausse en 2011. Les prix des différents produits sont proches de ceux de l'année précédente. Les quantités consommées en fongicides sont stables. Les volumes d'insecticides employés sont

en augmentation de 2 %, en raison de pressions parasites assez fortes. Les conditions météorologiques ont favorisé le développement de mauvaises herbes, notamment sur les cultures de céréales, nécessitant un recours accru aux herbicides (+ 5 % en volume par rapport à 2011). Enfin, l'usage d'autres produits, parmi lesquels les traitements des semences, est en hausse.

Portée par une progression de prix soutenue, la facture « **énergie et lubrifiants** » est celle qui s'alourdit le plus. Bien que ralentie (+ 13,6 %), cette hausse s'inscrit dans la tendance des deux années précédentes (+ 18 % en 2010 et + 19 % en 2011). En trois ans, les dépenses s'envolent de + 60 %.

La principale raison de l'augmentation sensible des prix en 2012 est la substitution du gazole au fioul domestique comme carburant pour les tracteurs et autres véhicules agricoles. En effet, depuis novembre 2011, l'application de la directive européenne 2009/30/CE impose l'utilisation d'un gazole avec une très faible teneur en soufre pour les engins mobiles non routiers. Cette obligation se traduit par la création d'un gazole dit « non routier » à utiliser en remplacement du fioul domestique, dont l'usage est désormais limité aux installations fixes (installations de chauffage et moteurs fixes). Ce gazole est davantage taxé que le fioul domestique. Ainsi, sur ce poste carburant, qui contribue pour près de moitié à la facture en énergie et lubrifiants, la progression de prix est de 19 %.

Pour les autres produits pétroliers (fioul lourd, GPL (*propane, butane*), essence, gazole et lubrifiants), la hausse de prix est moins marquée (+ 8,3 %). Le prix du gaz naturel évolue de 8 % et celui de l'électricité de 3 %.

Ces estimations tiennent compte de la reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs appliquées les années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd, le gazole non routier et le gaz naturel).

La consommation d'**engrais et amendements** diminue légèrement en valeur, après une forte hausse en 2011. Les prix progressent de 14,5 %, une hausse sensible qui est comparable à celle de 2011 (+ 17 %). À l'inverse, les volumes utilisés sont en baisse de 14,5 %, après une croissance de 19 % l'année dernière.

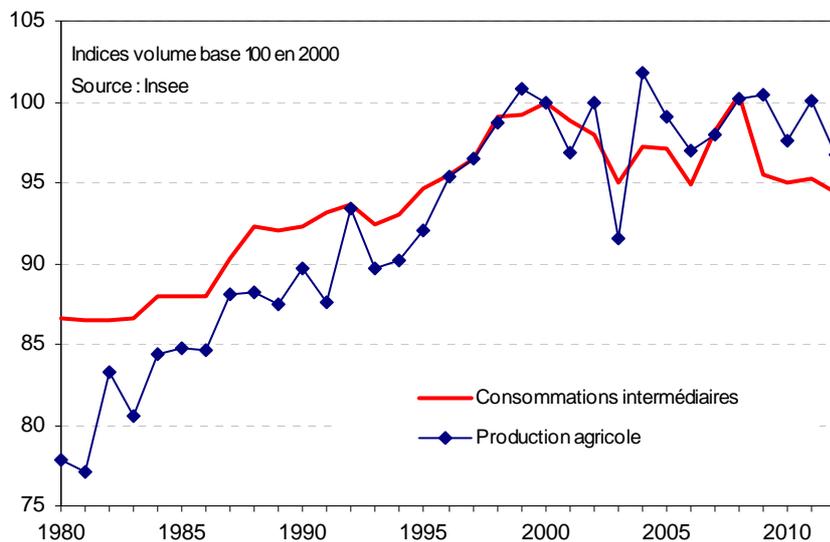
Près de 60 % de la dépense en engrais porte sur les engrais simples azotés, dont les quantités utilisées sont en recul de 15 % et les prix en hausse de 17 %. Pour les engrais composés, qui représentent un tiers de la facture, la baisse de volume est de 11 % et la progression des prix de 11,5 %.

La réduction des quantités utilisées est liée en partie aux dégâts du gel sur les colza et céréales : cela a entraîné une perte de potentiel ou des ressemis en culture de printemps, se traduisant par une diminution des apports d'engrais.

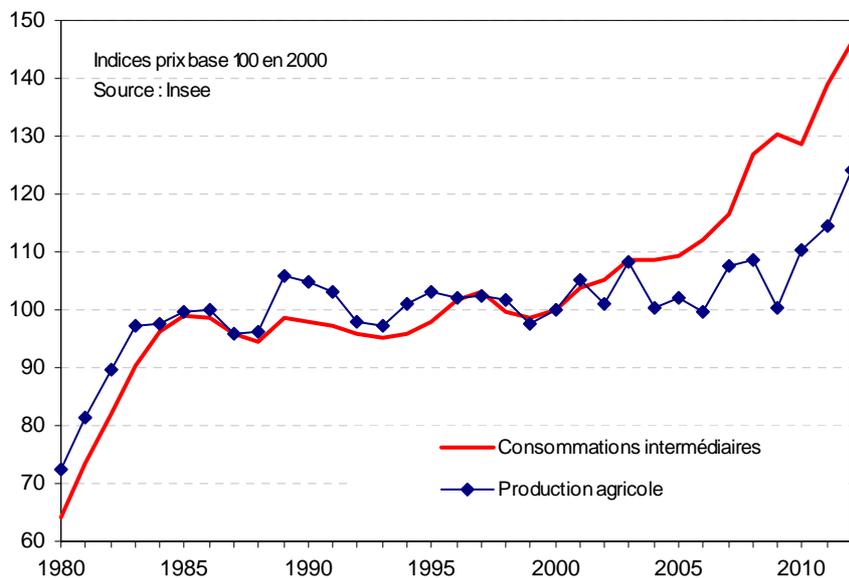
Graphique 3

Évolution comparée de la production au prix de base et des consommations intermédiaires

a) en volume



b) en prix



IV - La valeur ajoutée

	<i>Valeur 2012</i> <i>(en millions d'€)</i>	<i>Évolution 2012/2011 (en %)</i>		
		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Production au prix de base	76 062	-3,3	8,5	4,9
Consommations intermédiaires	45 511	-1,0	5,2	4,1
Valeur ajoutée brute	30 551	-6,9	13,8	6,0
Consommation de capital fixe	10 854	0,2	2,3	2,5
Valeur ajoutée nette	19 697	-11,0	21,3	8,0

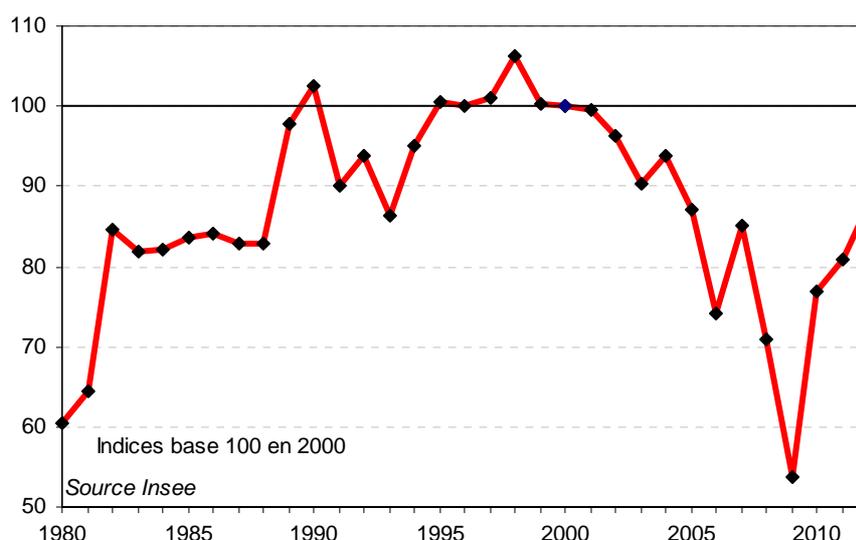
Source : Insee

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2012, l'augmentation des prix agricoles accélère alors que celle des prix des consommations intermédiaires ralentit. De ce fait, la valeur de la production au prix de base croît un peu plus vite que celle des consommations intermédiaires. La valeur ajoutée brute de la branche agriculture augmente de 6,0 % après avoir progressé de 3,6 % en 2011.

La **consommation de capital** fixe représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Suivant en volume la tendance des années précédentes et répercutant les prix de l'investissement, sa valeur croît en 2012.

La **valeur ajoutée nette**, après déduction de la consommation de capital fixe, progresse plus vite que la valeur ajoutée brute (+ 8,0 %). Elle dépasse le niveau de 2007, mais reste au-dessous de celui des années 1990 et du début des années 2000.

Graphique 4
Valeur ajoutée nette de la branche agriculture



V - Le résultat agricole

Le **résultat agricole net** se déduit de la valeur ajoutée nette en ajoutant les subventions d'exploitation et retranchant les autres impôts sur la production. Il représente ainsi le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé **valeur ajoutée nette au coût des facteurs** (tableau 6 en annexe).

Les **subventions d'exploitation** s'élèvent à 8,3 milliards d'euros en 2012. Elles sont en recul (-5,4 %) par rapport à 2011. Elles restent cependant les principales aides à l'agriculture depuis 2010 où leur augmentation avait été particulièrement forte (+ 21,4 %) suite à la mise en place des mesures décidées lors du Bilan de santé de la PAC (graphique 2 page 9).

Le paiement unique à l'exploitation constitue désormais à lui seul plus de 80 % de cette catégorie de subventions et il bénéficie quasiment à l'ensemble des secteurs. Il baisse légèrement (-1,1 %) en 2012.

Les nouvelles aides agro-environnementales décidées lors du Bilan de santé avaient tardé à être mises en place : après le rattrapage de 2011, elles fléchissent en 2012. Par ailleurs, certains dispositifs (CAD² notamment) arrivent à leur terme. Les aides agro-environnementales reculent globalement de 13 %, après une croissance de 22,5 % en 2011. En particulier, la prime à l'herbe (PMHAE) baisse de 12 % et les indemnités compensatrices de handicap naturel de 2 %.

En 2012, les aides de crise ont bénéficié aux exploitations touchées par le gel.

Subventions à l'agriculture*

En millions d'euros

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Subventions d'exploitation	7 305,6	7 328,7	7 209,2	8 604,2	8 745,8	8 272,3
Paiement unique à l'exploitation ¹	5 779,4	5 826,9	5 770,0	6 922,0	6 892,2	6 785,2
Aides agro-environnementales	971,5	885,3	889,4	1 004,1	1 229,9	1 068,1
Autres	554,6	616,5	549,8	678,1	623,7	419,0
<i>dont : calamités agricoles</i>	<i>56,6</i>	<i>130,7</i>	<i>69,0</i>	<i>117,5</i>	<i>302,3</i>	<i>94,9</i>
Subventions sur les produits	2 509,4	2 576,4	2 500,1	1 214,5	1 136,0	1 043,3
TOTAL SUBVENTIONS	9 815,0	9 905,1	9 709,3	9 818,7	9 881,8	9 315,6

* Les montants sont enregistrés selon la règle des droits et obligations (montants dus), ce qui peut occasionner des différences avec les concours publics (montants versés).

¹ y compris montant supplémentaire

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

² Contrats d'agriculture durable

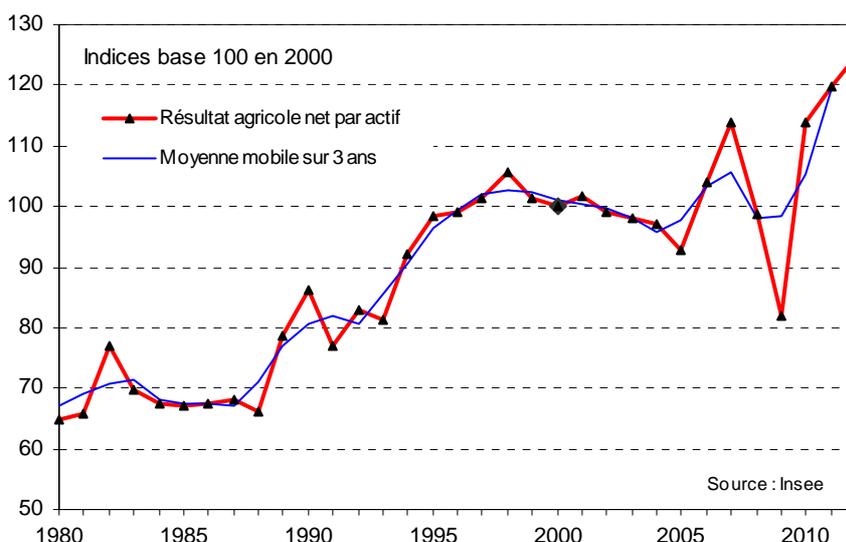
Les impôts sur la production augmentent de 3,1 % en 2012. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 2,5 %, les dégrèvements ayant été moins importants qu'en 2011. La forte croissance des consommations intermédiaires et de l'investissement augmente le poids de la TVA restant à la charge des agriculteurs.

Le **résultat agricole net** enregistre finalement une hausse de 3,7 %.

Compte tenu d'une réduction de 2,2 % de l'emploi agricole total, le résultat agricole net par actif augmenterait de 6,0 %. Après déflation par l'indice de prix du PIB (+ 1,7 %), la croissance du résultat agricole net par actif en termes réels serait de 4,3 % en 2012 (tableau 9). Il atteint ainsi un niveau supérieur aux pics précédents. Après trois années de croissance, la tendance (MM3) va dans le même sens.

Le résultat agricole net par actif en termes réels augmenterait de plus de 4 % en 2012. Après le creux de 2009, c'est sa troisième année de croissance.

Graphique 5
Résultat agricole net par actif en termes réels¹



1. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

VI. Le revenu d'entreprise agricole

Les **rémunérations** versées par les unités agricoles progressent de 2,5 % en 2012 du fait de la hausse du taux de salaire horaire (+ 3,4 %) et de la baisse des effectifs salariés (-0,8 %).

Les **charges locatives nettes** correspondent aux charges locatives brutes versées aux propriétaires des terres dont on retranche les impôts fonciers sur les terres en fermage. Calculées en partie sur la base des revenus de l'année précédente, ces charges locatives augmentent (+ 6,5 %) en 2012.

Les **intérêts dus** par la branche sont stables (-0,1 %). L'encours est resté quasiment inchangé tout au long de l'année 2011 notamment pour les prêts non bonifiés d'investissement. De même, le taux d'intérêt apparent moyen, défini par le rapport des intérêts aux encours, se situe à 3,82 % en 2012 comme en 2011, après 4,14 % en 2010 : les taux pour les prêts d'investissement, bonifiés ou non, ont baissé tandis que les prêts à court terme se renchérisaient.

Les **intérêts de la branche agriculture** sont présentés avant déduction des bonifications d'intérêt et hors SIFIM (services d'intermédiation financière indirectement mesurés). Les SIFIM constituent une partie des intérêts payés par la branche (y compris bonifications) et ils sont imputés en consommation intermédiaire de la branche, en tant que consommation de services bancaires. Comme les SIFIM augmentent en 2012 du fait de la baisse des taux de refinancement interbancaire, les intérêts nets de SIFIM diminuent fortement (-13,8 %).

Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu d'entreprise de l'ensemble de la branche, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes (tableau 7 en annexe). Il augmenterait en termes nominaux de 4,9 % en 2012. Ce serait une troisième année de croissance après + 5,5 % en 2011 et la progression record de 2010 (+ 95,6 %) qui elle-même faisait suite à deux années de recul.

Si la baisse du volume d'emploi non salarié poursuit sa tendance (-2,9 %), l'augmentation du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié atteindrait + 8,1 %.

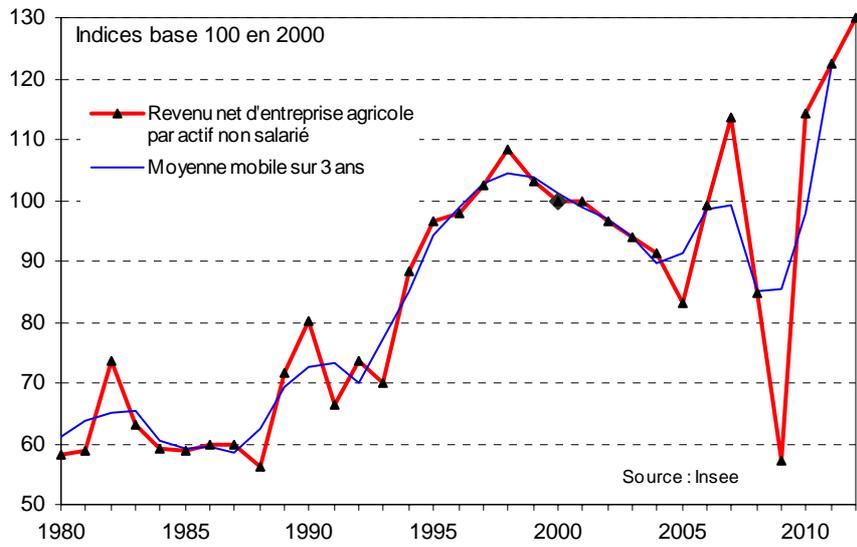
Déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 1,7 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels croîtrait de 6,2 % en 2012 (tableau 9), après + 7,3 % en 2011 et + 99,0 % en 2010. La volatilité des prix agricoles et des prix des intrants de ces dernières années induit de fortes variations de cet indicateur. En tendance (MM3), il était redescendu en 2009-2010 à un niveau proche de 1993-1994 mais il s'est vivement redressé depuis.

Les différentes branches agricoles ne sont pas touchées de façon identique.

<p>Le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels augmenterait d'environ 6 % en 2012. Sa tendance reste bien réorientée à la hausse.</p>
--

Graphique 6

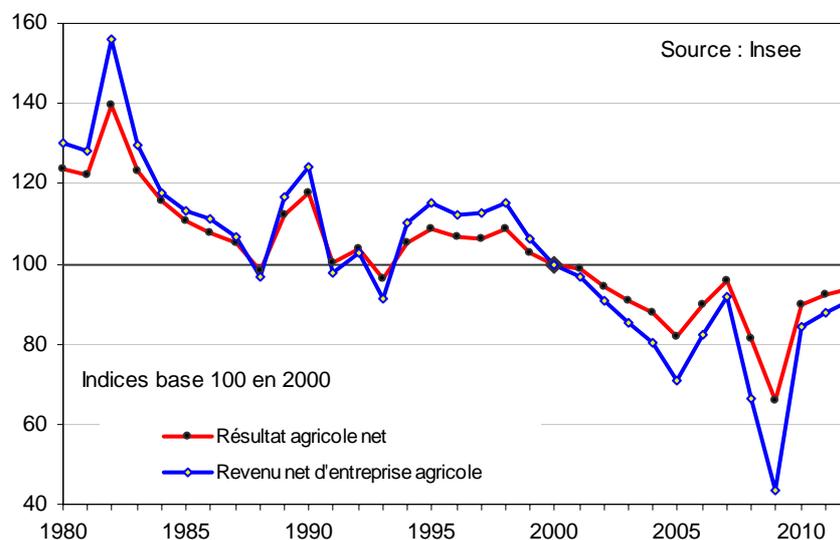
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels¹



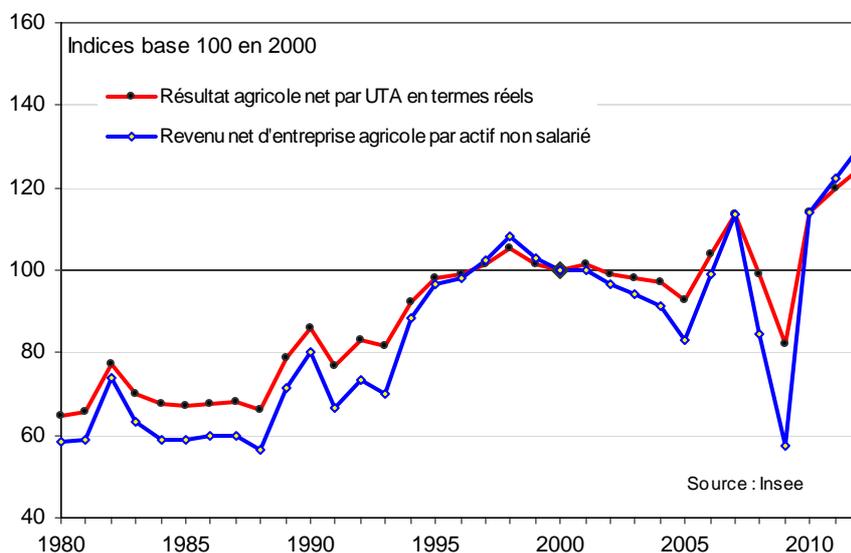
1. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

Graphique 7

a) Indicateurs de revenu en termes réels ¹



b) Indicateurs de revenu par actif en termes réels ¹



1. Évolutions déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. UTANS : unité de travail annuel des non salariés

Annexe

LE COMPTE DE L'AGRICULTURE EN 2012

SOMMAIRE

TABLEAU 1 : Production hors subventions

TABLEAU 2 : Subventions sur les produits

TABLEAU 3 : Production au prix de base

TABLEAU 4 : Les consommations intermédiaires

TABLEAU 5 : Le compte de production

TABLEAU 6 : Le compte d'exploitation

TABLEAU 7 : Le compte de revenu d'entreprise

TABLEAU 8 : Les indicateurs de revenu

TABLEAU 9 : Les indicateurs de revenu en termes réels

COMPTE PREVISIONNEL DE LA BRANCHE AGRICULTURE EN 2012

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	590,9	117,0	691,4	90,0	622,3	105,3
Blé tendre.....	6 256,5	106,0	6 631,9	120,0	7 958,3	127,2
Maïs.....	2 934,7	97,0	2 846,7	120,0	3 416,0	116,4
Orge.....	1 519,0	127,0	1 929,1	115,0	2 218,5	146,1
Autres céréales.....	509,8	112,0	571,0	117,0	668,1	131,1
CEREALES.....	11 810,9	107,3	12 670,1	117,5	14 883,2	126,0
Oléagineux.....	3 088,3	97,0	2 995,7	112,0	3 355,2	108,6
Protéagineux.....	205,8	83,0	170,8	120,0	205,0	99,6
Tabac.....	32,1	98,0	31,5	105,0	33,1	103,1
Betteraves industrielles.....	1 008,9	96,0	968,5	97,0	939,4	93,1
Autres plantes industrielles.....	385,0	116,0	446,6	95,0	424,3	110,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 720,1	97,7	4 613,1	107,5	4 957,0	105,0
Maïs fourrage.....	941,3	93,0	875,4	109,0	954,2	101,4
Autres fourrages.....	4 468,6	101,0	4 513,3	100,0	4 513,3	101,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 409,9	99,6	5 388,7	101,5	5 467,5	101,1
Légumes frais.....	2 884,9	99,0	2 856,1	112,0	3 198,8	110,9
Plantes et fleurs.....	2 280,0	100,0	2 280,0	101,0	2 302,8	101,0
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 164,9	99,4	5 136,1	107,1	5 501,6	106,5
POMMES DE TERRE.....	1 376,0	84,0	1 155,8	150,0	1 733,7	126,0
FRUITS.....	2 815,5	90,0	2 534,0	118,0	2 990,1	106,2
Vins de champagne.....	2 963,7	72,4	2 146,4	102,6	2 203,1	74,3
dont vins calmes.....	2 158,3	64,0	1 381,3	103,0	1 422,7	65,9
dont champagne.....	805,4	95,0	765,1	102,0	780,4	96,9
Autres vins d'appellation.....	5 678,0	88,0	4 996,6	107,0	5 346,4	94,2
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 641,7	82,7	7 143,0	105,7	7 549,5	87,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	855,2	99,0	846,3	109,0	922,5	107,9
dont vins de distillation.....	148,4	94,0	139,5	109,0	152,1	102,5
dont cognac.....	706,8	100,0	706,8	109,0	770,4	109,0
Autres vins de distillation.....	9,6	74,0	7,1	100,0	7,1	74,0
Vins de table et de pays.....	1 415,4	74,0	1 047,4	102,0	1 068,3	75,5
AUTRES VINS.....	2 280,2	83,4	1 900,8	105,1	1 997,9	87,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	42 219,2	96,0	40 541,6	111,2	45 080,5	106,8
Gros bovins.....	5 601,1	94,0	5 265,0	115,0	6 054,8	108,1
Veaux.....	1 429,9	94,0	1 344,1	102,0	1 371,0	95,9
Ovins-caprins.....	660,1	93,0	613,9	105,0	644,6	97,7
Équidés.....	54,7	100,0	54,7	100,0	54,7	100,0
Porcins.....	3 168,0	96,0	3 041,3	111,0	3 375,8	106,6
BETAIL.....	10 913,8	94,6	10 319,0	111,5	11 500,9	105,4
Volailles.....	3 558,0	99,0	3 522,4	101,0	3 557,6	100,0
Œufs.....	1 065,8	98,0	1 044,5	143,0	1 493,6	140,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 623,8	98,8	4 566,9	110,6	5 051,2	109,2
Lait et produits laitiers.....	9 196,6	100,0	9 196,6	96,5	8 874,7	96,5
dont lait.....	8 867,7	100,0	8 867,7	96,5	8 557,3	96,5
dont produits laitiers.....	328,9	100,0	328,9	96,5	317,4	96,5
Autres produits de l'élevage.....	675,1	96,0	648,1	102,0	661,1	97,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 871,7	99,7	9 844,7	96,9	9 535,8	96,6
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMÉS (2)..	25 409,3	97,3	24 730,6	105,5	26 087,9	102,7
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	67 628,5	96,5	65 272,2	109,0	71 168,4	105,2
Activités principales de travaux agricoles.....	3 578,3	100,0	3 578,3	102,0	3 649,9	102,0
Activités secondaires de services.....	197,0	100,0	197,0	102,0	200,9	102,0
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 775,3	100,0	3 775,3	102,0	3 850,8	102,0
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	71 403,8	96,7	69 047,5	108,6	75 019,2	105,1
dont production des activités secondaires.....	2 038,1	98,0	1 997,8	103,6	2 069,1	101,5

Source : Insee

COMPTE PREVISIONNEL DE LA BRANCHE AGRICULTURE EN 2012

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	7,3	117,0	8,5	85,6	7,3	117,0
Blé tendre.....	2,1	106,0	2,2	0,0	0,0	106,0
Maïs.....			0,0		0,0	
Orge.....			0,0		0,0	
Autres céréales.....	7,1	112,0	8,0	0,0	0,0	112,0
CEREALES.....	16,5	113,3	18,7	39,0	7,3	113,3
Oléagineux.....			0,0		0,0	
Protéagineux.....	56,0	83,0	46,5	88,2	41,0	83,0
Tabac.....			0,0		0,0	
Betteraves industrielles.....			0,0		0,0	
Autres plantes industrielles.....	86,9	116,0	100,8	86,3	87,0	116,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	142,9	103,1	147,3	86,9	128,0	103,1
Maïs fourrage.....			0,0		0,0	
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....			0,0		0,0	
Légumes frais.....	7,9	99,0	7,8	51,3	4,0	99,0
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	7,9	99,0	7,8	51,3	4,0	99,0
POMMES DE TERRE.....	15,0	84,0	12,6	0,0	0,0	84,0
FRUITS.....	163,9	90,0	147,5	87,5	129,0	90,0
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	346,2	96,4	333,9	80,4	268,3	96,4
Gros bovins.....	662,5	94,0	622,8	104,5	651,0	94,0
Veaux.....			0,0		0,0	
Ovins-caprins.....	122,9	93,0	114,3	105,0	120,0	93,0
Équidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	785,4	93,9	737,1	104,6	771,0	93,9
Volailles.....	2,1	99,0	2,1	95,2	2,0	99,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	100,0	2,1	95,2	2,0	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	100,9	2,3	87,0	2,0	100,9
dont lait.....	2,3	100,9	2,3	87,0	2,0	100,9
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	100,9	2,3	87,0	2,0	100,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMÉS (2)..	789,8	93,9	741,5	104,5	775,0	93,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1 136,0	94,7	1 075,4	97,0	1 043,3	94,7
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
SERVICES (4).....						
TOTAL BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1 136,0	94,7	1 075,4	97,0	1 043,3	94,7
dont activités secondaires.....						

Source : Insee

COMPTE PREVISIONNEL DE LA BRANCHE AGRICULTURE EN 2011

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	598,2	117,0	699,9	90,0	629,6	105,2
Blé tendre.....	6 258,6	106,0	6 634,1	120,0	7 958,3	127,2
Maïs.....	2 934,7	97,0	2 846,7	120,0	3 416,0	116,4
Orge.....	1 519,0	127,0	1 929,1	115,0	2 218,5	146,1
Autres céréales.....	516,9	112,0	579,0	115,4	668,1	129,3
CEREALES.....	11 827,4	107,3	12 688,8	117,4	14 890,5	125,9
Oléagineux.....	3 088,3	97,0	2 995,7	112,0	3 355,2	108,6
Protéagineux.....	261,8	83,0	217,3	113,2	246,0	94,0
Tabac.....	32,1	98,1	31,5	105,1	33,1	103,1
Betteraves industrielles.....	1 008,9	96,0	968,5	97,0	939,4	93,1
Autres plantes industrielles.....	471,9	116,0	547,4	93,4	511,3	108,3
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 863,0	97,9	4 760,4	106,8	5 085,0	104,6
Maïs fourrage.....	941,3	93,0	875,4	109,0	954,2	101,4
Autres fourrages.....	4 468,6	101,0	4 513,3	100,0	4 513,3	101,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 409,9	99,6	5 388,7	101,5	5 467,5	101,1
Légumes frais.....	2 892,8	99,0	2 863,9	111,8	3 202,8	110,7
Plantes et fleurs.....	2 280,0	100,0	2 280,0	101,0	2 302,8	101,0
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 172,8	99,4	5 143,9	107,0	5 505,6	106,4
POMMES DE TERRE.....	1 391,0	84,0	1 168,4	148,4	1 733,7	124,6
FRUITS.....	2 979,4	90,0	2 681,5	116,3	3 119,1	104,7
Vins de champagne.....	2 963,7	72,4	2 146,4	102,6	2 203,1	74,3
dont vins calmes.....	2 158,3	64,0	1 381,3	103,0	1 422,7	65,9
dont champagne.....	805,4	95,0	765,1	102,0	780,4	96,9
Autres vins d'appellation.....	5 678,0	88,0	4 996,6	107,0	5 346,4	94,2
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 641,7	82,7	7 143,0	105,7	7 549,5	87,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	855,2	99,0	846,3	109,0	922,5	107,9
dont vins de distillation.....	148,4	94,0	139,5	109,0	152,1	102,5
dont cognac.....	706,8	100,0	706,8	109,0	770,4	109,0
Autres vins de distillation.....	9,6	74,0	7,1	100,0	7,1	74,0
Vins de table et de pays.....	1 415,4	74,0	1 047,4	102,0	1 068,3	75,5
AUTRES VINS.....	2 280,2	83,4	1 900,8	105,1	1 997,9	87,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	42 565,4	96,0	40 875,5	110,9	45 348,8	106,5
Gros bovins.....	6 263,6	94,0	5 887,8	113,9	6 705,8	107,1
Veaux.....	1 429,9	94,0	1 344,1	102,0	1 371,0	95,9
Ovins-caprins.....	783,0	93,0	728,2	105,0	764,6	97,7
Équidés.....	54,7	100,0	54,7	100,0	54,7	100,0
Porcins.....	3 168,0	96,0	3 041,3	111,0	3 375,8	106,6
BETAIL.....	11 699,2	94,5	11 056,1	111,0	12 271,9	104,9
Volailles.....	3 560,1	99,0	3 524,5	101,0	3 559,6	100,0
Œufs.....	1 065,8	98,0	1 044,5	143,0	1 493,6	140,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 625,9	98,8	4 569,0	110,6	5 053,2	109,2
Lait et produits laitiers.....	9 198,9	100,0	9 198,9	96,5	8 876,7	96,5
dont lait.....	8 870,0	100,0	8 870,0	96,5	8 559,3	96,5
dont produits laitiers.....	328,9	100,0	328,9	96,5	317,4	96,5
Autres produits de l'élevage.....	675,1	96,0	648,1	102,0	661,1	97,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 874,0	99,7	9 847,0	96,9	9 537,8	96,6
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMÉS (2)..	26 199,1	97,2	25 472,1	105,5	26 862,9	102,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	68 764,5	96,5	66 347,6	108,8	72 211,7	105,0
Activités principales de travaux agricoles.....	3 578,3	100,0	3 578,3	102,0	3 649,9	102,0
Activités secondaires de services.....	197,0	100,0	197,0	102,0	200,9	102,0
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 775,3	100,0	3 775,3	102,0	3 850,8	102,0
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	72 539,8	96,7	70 122,9	108,5	76 062,5	104,9
dont production des activités secondaires.....	2 038,1	98,0	1 997,8	103,6	2 069,1	101,5

Source : Insee

COMPTE PREVISIONNEL DE LA BRANCHE AGRICULTURE EN 2011

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Semences et plants	2 219,3	101,0	2 241,5	102,5	2 297,5	103,5
Énergie et lubrifiants	3 977,6	100,5	3 997,4	113,0	4 517,1	113,6
Engrais et amendements	4 736,0	85,5	4 049,3	114,5	4 636,4	97,9
Produits de protection des cultures	2 883,4	105,0	3 027,6	100,5	3 042,7	105,5
Dépenses vétérinaires	1 680,3	96,5	1 621,5	102,5	1 662,0	98,9
Aliments pour animaux	14 864,4	100,8	14 980,1	105,1	15 746,6	105,9
<i>dont : intraconsommés</i>	6 584,7	100,5	6 617,6	104,0	6 882,3	104,5
<i>achetés en dehors de la branche</i>	8 279,7	101,0	8 362,5	106,0	8 864,3	107,1
Entretien du matériel	2 830,4	100,0	2 830,4	103,0	2 915,3	103,0
Entretien des bâtiments	301,6	100,0	301,6	102,0	307,6	102,0
Services de travaux agricoles	3 578,3	100,0	3 578,3	102,0	3 649,9	102,0
Autres biens et services	6 636,4	100,0	6 636,4	101,5	6 735,9	101,5
<i>dont : SIFIM</i>	837,0	99,3	830,8	119,4	991,9	118,5
Total	43 707,7	99,0	43 264,1	105,2	45 511,0	104,1

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Production	72 539,8	104,9	76 062,5
(-) Consommations intermédiaires	43 707,7	104,1	45 511,0
(=) Valeur ajoutée brute	28 832,1	106,0	30 551,5
(-) Consommation de capital fixe	10 591,7	102,5	10 854,3
(=) Valeur ajoutée nette	18 240,4	108,0	19 697,2

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Valeur ajoutée nette	18 240,4	108,0	19 697,2
(+) Subventions d'exploitation	8 745,8	94,6	8 272,3
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	43,4	138,2	60,0
(-) Autres impôts sur la production	1 487,5	103,1	1 533,7
<i>Impôts fonciers</i>	963,7	102,5	987,6
<i>Autres</i>	523,8	104,3	546,1
(=) Résultat agricole net	25 498,7	103,7	26 435,8
(-) Rémunération des salariés	6 833,2	102,5	7 005,5
<i>Salaires</i>	5 626,7	102,5	5 768,6
<i>Cotisations sociales à la charge des employeurs</i>	1 206,5	102,5	1 236,9
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 665,5	104,1	19 430,3

Source : Insee

COMPTE PREVISIONNEL DE LA BRANCHE AGRICULTURE EN 2011

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

Compte établi le 16 novembre 2012	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 665,5	104,1	19 430,3
(-) Intérêts ¹	1 017,1	86,2	876,4
<i>(pour mémoire : intérêts dus par la branche)</i>	1 810,9	99,9	1 808,3
(-) Charges locatives nettes ²	2 317,1	106,5	2 467,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	15 331,3	104,9	16 086,1

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Évolution annuelle en %

Compte établi le 16 novembre 2012	2012 / 2011
Résultat agricole net	3,7
par actif	6,0
Revenu net d'entreprise agricole	4,9
par actif non salarié	8,1
Évolution du nombre d'UTA ¹ totales	-2,2
Évolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,9

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Évolution annuelle en %

Compte établi le 16 novembre 2012	2012 / 2011
Résultat agricole net	2,0
par actif	4,3
Revenu net d'entreprise agricole	3,1
par actif non salarié	6,2
Évolution du prix du PIB	1,7

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee